

DANS LE CHAMP LITTÉRAIRE EN ALGÉRIE

clarification

Dans toutes les sensibilités politiques de la France, il ne trouvera pas un seul parti pour encourager sa disparition en tant que réalité nationale forte dans l'Europe unie. Pourquoi l'idée nationale serait-elle particulièrement extrême, honteuse et haïssable dans un Etat algérien, à peine cinquantenaire, qui doit consolider son indépendance ? Le nationalisme culturel et son pendant le nationalisme littéraire, fougueux chevaux de batailles des acteurs du champ culturel dans les pays d'Amérique du Nord et d'Europe, qui ne leur sont jamais reprochés, ne devraient-ils pas être stigmatisés qu'en Algérie et par des sujets transnationaux d'«origine algérienne» ? Comment ne

pas voir dans l'agitation de supplétifs transnationaux de la pensée, des arts et des lettres, une prolongation de la guerre d'Algérie, sur le terrain des convictions nationales refusées à leur pays d'origine ? Leur itinéraire dans des hyper-identités constitue un épouvantail. L'incantation postmoderne, qui le sous-tend, arase les identités individuelles et collectives et, principalement, celles des nations. L'«identité composite», qui en est le corrélat, n'est — depuis la guerre civile des années 1990 qu'a imposée aux Algériens l'islam politique — que le malheureux cache-sexe d'un abandon de leur nationalité et de leur patrie blessées.

Biographie

Bardolph, J. (2002), *Etudes postcoloniales et littérature*, Paris, Champion.

Barthes, R. (1972), *Pierre Loti : Aziyadé dans Le degré zéro de l'écriture suivi de Nouveaux essais critiques*, Paris, Seuil, coll. Points, pp. 170-187.

Bhabha, H. K. (2007), *Les Lieux de la culture*, Paris, Payot (trad. fran. de Française Bouillot).

Bonn, C. (2010), *Littérature-monde et hybridité : l'apport et les limites de la théorie postcoloniale* dans *Littérature-monde. Enjeux et perspectives*, Alger, Hibr, pp. 13-22.

Chevrier, J. (2004), *Afrique(s)-sur-Seine : autour de la notion de «migritude»*, Notre Librairie, revue des littératures du Sud (Paris), n°155-156, juillet-décembre 2004.

Le Bris, M. et Rouaud, J. [éd.], (2007),

Pour une littérature-monde, Paris, Gallimard.

Maalouf, A. (1998), *Les Identités meurtrières*, Paris, Grasset.

Merdaci, A. (2008), *Cahier de lectures*, Constantine, Médersa, pp. 31-45.

Miliani, H. (2010), *Effets manifestes et vieux débats* dans *Littérature-monde. Enjeux et perspectives*, o.c., pp. 23-36.

Moisan, C. et Hildebrand, R. (2001), *Ces étrangers du dedans : une histoire de l'écriture migrante du Québec* (1937-1997), Québec, Nota bene.

Moura, J.M. (1999), *Littératures francophones et théorie postcoloniale*, Paris, PUF.

Saïd, E. (2000), *Reflections on Exile and Other Essays*, Cambridge, Harvard University Press.

Une éthique de l'écrivain national

Tout en respectant la liberté de chacun de vivre selon ses engagements idéologiques, moraux, politiques, religieux et culturels, j'estime que les écrivains transnationaux devraient avoir la loyauté de se projeter — dans les pays qui les ont accueillis — dans la plénitude de la nationalité qu'ils ont obtenue par un acte volontaire ou dans leur difficulté d'être divisés et dans la littérature qui en découle naturellement. Beaucoup d'écrivains étrangers ont été assimilés par la littérature française et ont consacré leurs carrières dans les compétitions de légitimité de leur pays nouveau. Que les écrivains d'«origine algérienne» prennent la mesure de ce pari.

Lorsqu'on accompagne en quatrième de couverture son nom de la qualité de Français d'«origine algérienne», il y a l'obligation éthique d'assurer cet état en toute responsabilité. Car peut-on s'abriter sous deux drapeaux à la fois ? Une Algérie littéraire, où chacun s'exprimera dans la clarté est souhaitable. Les sujets transnationaux, suffisamment présents dans les débats publics en Algérie et à l'étranger, discourant ici et là, au nom de l'Algérie et de la littérature algérienne, font entendre une parole au statut imperceptible, qui dit une autre histoire, proférée dans un ailleurs qui n'est ni celui de l'Algérie ni celui des Algériens, qui ne sont ni dans leur positionnement identitaire et juridique multiple ni dans leur credo de ruptures identitaires.

Qu'ils aient donc le courage de leurs choix, et de laisser les écrivains algériens

faire la littérature algérienne. Me reproche-t-on de revendiquer une éthique de l'écrivain national pour une littérature nationale ? J'entends déjà hic et nunc les accusations de fermeture au monde, de repli et d'enfermement qu'on n'opposera jamais aux littératures des puissantes nations d'Occident, mais aux seules «littératures dominées» du Sud qui veulent remembrer leur histoire et leur identité. Je crois au vieux rêve d'une littérature mondiale de Voltaire, Herder, Young et Goethe et aux échanges littéraires internationaux qu'elle suggère, dans l'égalité et le partage entre nations libres.

Et plus encore à une littérature nationale algérienne forte de ses langues, de ses auteurs, de ses éditeurs, de ses lecteurs, de ses libraires, de sa critique, de son enseignement. Car il n'y a pas de fatalité pour qu'une littérature nationale algérienne, inaltérable signe distinctif de la culture du pays, qui porte les espérances des hommes et des femmes qui y vivent, abdique son chant profond et disparaisse dans les méandres d'une globalisation, avec ses identités hybrides et mutantes et ses hiérarchisations d'un âge déchu, qui n'est que l'autre nom des dominations impériales et coloniales de jadis.

A. M.

* *Ecrivain universitaire. Enseigne la théorie littéraire à l'université. Auteur de plusieurs ouvrages dont L'Institution du littéraire dans l'Algérie coloniale (2006) et Algérie, une suite allemande (2008) chez Médersa, Constantine. Editeur d'Omar Samar et Ahmed Bourl.*

PÉTITION

«Jugez le terroriste Mourad Dhina !»

Le terroriste Dhina Mourad, membre fondateur du Front islamique pour le djihad armé (Fida), responsable de l'assassinat de centaines de journalistes, intellectuels, syndicalistes et personnalités politiques algériens, arrêté en France le 16 janvier 2012, en exécution d'un mandat d'arrêt international émis par la justice algérienne, et d'une notice rouge d'Interpol, doit répondre des crimes commis sous sa responsabilité. Se disant docteur et chercheur, il pense induire en erreur l'opinion publique occidentale par ce subterfuge. Or, son niveau universitaire, aussi élevé soit-il, ne signifie guère qu'il ne peut être un terroriste de grande envergure, à l'image du chef d'Al-

Qaïda Aymen Zawahiri, qui est, lui aussi, un docteur. Le niveau universitaire des kamikazes d'Al-Qaïda ne les a pas empêchés de perpétrer les ignobles attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Un terroriste reste un terroriste quel que soit son niveau d'instruction. Nous ne comprenons pas pourquoi la Suisse a toujours refusé d'exécuter les mandats d'arrêt internationaux et les demandes d'extradition formulées par la justice algérienne, ni l'intérêt accordé par ces mêmes autorités à ce criminel, qui vit aux dépens des contribuables suisses. Il ne reste qu'une seule explication : Mourad Dhina est un mercenaire chargé de salir l'image de

marque de son pays et un élément de déstabilisation des pays arabes et musulmans, sous couvert de la défense des droits humains. Le terroriste Dhina Mourad aurait pu bénéficier des mesures de clémence légales décidées par les autorités algériennes, s'il n'avait pas du sang de centaines de victimes sur les mains, sans oublier les cargaisons d'armes et de munitions qu'il a fait parvenir au groupe terroriste sanguinaire GIA (Groupe islamique armé). Sachant que ce dernier a commis des massacres collectifs de milliers de citoyens algériens, de tout âge, de sexe et de région. Nous, journalistes, intellectuels, syndica-

listes, universitaires, hommes politiques, familles de victimes du terroriste Dhina Mourad et de son groupe armé, appelons les autorités françaises à le remettre à la justice algérienne qui doit lui garantir un procès juste et équitable pour les crimes commis. Le terroriste Dhina Mourad, se réclamant défenseur acharné des droits de l'homme, n'a jamais condamné les massacres collectifs commis en Algérie ou ailleurs. C'est pourquoi, nous, les signataires de la présente pétition, exigeons sa remise à l'autorité judiciaire algérienne pour qu'il y soit jugé. Envoyez vos signatures sur : dhinacriminel@yahoo.fr

- Les signataires :**
- Amara Benyounès (ancien ministre, secrétaire général du Mouvement populaire algérien, MPA)
 - Saïd Lakhdari (député, mouhafedh du FLN à Tizi Ouzou)
 - Saliha Djeflal (députée)
 - Kamel Boumendjel (médecin, ancien vice-président du groupe parlementaire du RND)
 - Boudache Nacer (ancien chef de groupe parlementaire du RND au Sénat)
 - Fouad Boughanem : (directeur du *Soir d'Algérie*)
 - Larbi Ouannoughi (journaliste)
 - Abdelouaheb Djakoune (directeur de la *Nouvelle République*)
 - Idir Benyounès (directeur de la *Dépêche de Kabylie*)
 - Amine Alouache (directeur du *Jeune Indépendant*)
 - Hakim Laalam (journaliste , écrivain)
 - Nacer Belhadjoudja (directeur de la rédaction du *Soir d'Algérie*)
 - Kamel Amarni (journaliste)

- Madjid Sellamna (réalisateur)
- Lakhal Larbi (cinéaste)
- Ouahab Hebbat (directeur de l'agence Newpress)
- Ali Mecheri (gérant du *Jeune Indépendant*)
- Badreddine Manaa (rédacteur en chef du *Soir d'Algérie*)
- Rabha Tounsi (victime du terrorisme)
- Boudjera Nassima (traductrice)
- Slimane Laouari (journaliste)
- Mountasser Oubetroune (journaliste)
- Mehenna Hamadouche (*La Nouvelle République*)
- Samir Sabek (directeur de la rédaction de la *Nouvelle République*)
- Ould Ibrahim Belaid (agent commercial)
- Majda Batel (assistante)
- Naïma Khalfaoui (cadre)
- Aïnouz Madjid (directeur administratif)
- Nabila Saïdoune (journaliste)
- Mohamed Mouloudj (journaliste)
- Samir Sid (reporter photographe)

- Mustapha Aït Mouhoub (journaliste)
- Nawal Imessaoudène (journaliste)
- Abder Bettache (journaliste)
- Kebci Mohamed (journaliste)
- Kader Bakou (journaliste)
- Salima Akkouche (journaliste)
- Cherif Bennaceur (journaliste)
- Senoun Bachir (employé)
- Amel Saher (journaliste)
- Sahla Sid Ahmed (journaliste, dramaturge)
- Mustapha Zitouni (journaliste)
- Sid Ahmed Bendas (traducteur)
- Hassaïn Ghouati (cadre de l'éducation à la retraite)
- Lyas Hallas (journaliste)
- Akli Rezouali (journaliste)
- Djarboub Mohamed (Newpress)
- Belghoul Anis (Newpress)
- Abbaci Abdelkader (employé)
- Berkat Redouane (reporter photographe)
- Chabaraka Hamid (journaliste)
- Zoubir Khellaïfia (journaliste)
- Meguiref Hayet (journaliste)
- Guenif Mohamed (manager)
- Taftichte Idir (chef de parc auto)
- Houri Chafik (employé)

- Hamza Mahmoudi (employé)
- Tarik Hafid (journaliste)
- Kamel Bougdal (journaliste).
- Brahim Taouchichet (journaliste)
- Mehdi Mehenni (journaliste)
- Riad Houili (journaliste)
- Naïma Yachir (journaliste)
- Ali Bouacha (journaliste)
- Fadel Djenidi (journaliste)
- Ilham Ghiat (journaliste)
- Benzine Kamel (agent commercial)
- Guattam Fatma-Zohra (retraîtée)
- Karim Bouchakour (employé)
- Zineb Ben Zitta (journaliste)
- Cherif Memmoud (journaliste)
- Nora Boudjedaimi (journaliste)
- Khellaf Benhadda (journaliste)
- Habbib Boucetta (informaticien, Ottawa/Canada)
- Farida Flitti (traductrice-interprète)
- Mohammed Kaddouri
- Nekkach Takfarinas (25 ans, employé)
- Amel Bentolba (journaliste)
- Djemai Djoghla
- Gargache Boualem (retraité)
- Adila Katia (chroniqueuse)

- Laterem Kamel (cadre supérieur à la retraite)
- Gouri Ali (cadre financier)
- Yacine Boughazi (poète et écrivain de théâtre)
- Narima Akkouche (directrice)
- Krikroum Djallel (employé)
- Bouhamam Arezki (journaliste)
- Noura Khedir (chargé d'étude)
- Maamar Farah (membre fondateur du Soir d'Algérie)
- Moncef Rédha (correspondant de la *Nouvelle République* à Paris)
- Mohamed Cherif Lachichi (journaliste)
- Hebbache Abd Rezak (enseignant chercheur au département de français à l'université de Béjaïa)
- Zinou Zebbar (reporter photographe)
- Rabah Guechgueche (employé)
- Hassane Zerrouki (journaliste)
- Mohamed Allouane (syndicaliste)
- Debabeche Malik (commissaire de police à la retraite)
- Boubakeur Hamidechi (journaliste)

Suivra...